



Conference for African Ministers of Finance and Education
**Sustaining the Education and Economic Momentum
in Africa amidst the Current Global Financial Crisis**

Tunis, Tunisia, July 15-17, 2009

Conférence des ministres africains des Finances et de l'Education
**Soutenir la dynamique éducative et économique dans le
contexte de la crise financière mondiale**

Tunis, Tunisie, 15-17 juillet 2009

This presentation was prepared for the Conference of African Ministers of Finance and of Education on « Sustaining the Education and Economic Momentum Amidst the Current Global Financial Crisis », which took place in Tunis, July 15-17, 2009. The conference was jointly organized by the Association for the Development of Education in Africa (ADEA), the African Development bank (AfDB) and the World Bank.

Cette présentation a été préparée pour la conférence des ministres de l'éducation et des finances sur "Soutenir la dynamique éducative et économique en Afrique dans le contexte de la crise financière mondiale". La conférence, qui a eu lieu à Tunis, du 15 au 17 juillet 2009, était organisée par l'Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA), la Banque africaine de développement (BAD) et la Banque mondiale.

Conférence des ministres Africains des Finances et de l'Education

Tunis 15-17 juillet 2009

**Le développement de l'Afrique : Quelles priorités
pour le financement de l'éducation et l'aide
extérieure ?**

Michel Jacquier, directeur général délégué

Sommaire

1. L'aide extérieure dans le contexte de la crise globale

- Une aide contracyclique en priorité pour les cadres macro économiques nationaux (G20) et les biens publics globaux (climat, sécurité alimentaire,, pandémies etc.).
- Un équilibre à trouver entre approches verticales (sectorielles) et approches plus globales (aides budgétaires)
- Des outils d'aide à diversifier pour renforcer les capacités et accompagner les réformes

2. Le laisser faire n'est pas une option dans un contexte de forte progression des effectifs scolarisés et de contraction des ressources et des débouchés des systèmes d'éducation :

- Présentation des principales conclusions d'une étude conjointe AFD/BM destinée à éclairer les contraintes et les options de développement du post primaire

1- Nécessité d'une aide contracyclique

- **Fort impact de la crise** sur le cours des matières premières, les revenus des migrants et les investissements directs étrangers et donc sur la croissance qui selon les dernières prévisions du FMI serait de 1,5 % en 2009 => **régression du revenu par capita**
- **Une crise globale qui n'est pas que financière** (climat, sécurité alimentaire, pandémies, migrations etc.) **et qui multiplie les priorités** entre lesquelles l'aide extérieure et les gouvernements doivent arbitrer
- Si la France confirme son engagement de porter son APD à 0,7% du PIB en 2015, la progression ne sera toutefois pas linéaire et les ressources supplémentaires iront en priorité au soutien à la croissance, à la sécurité alimentaire, au climat, aux IMF pour le soutien aux cadres macro-économiques nationaux (G20) ...
- Les autres pays donateurs seront sans doute aussi contraints à des arbitrages => **l'aide contracyclique n'ira pas nécessairement en priorité vers l'éducation** ce qui place en première ligne **les budgets nationaux qui sont le lieu d'arbitrage** par excellence **des priorités** gouvernementales

Un équilibre à trouver entre approches verticales (sectorielles) et aides budgétaires

- Les **stratégies efficaces** se traduisent par des **arbitrages équilibrés** réalisés par les Etats en dialogue avec leurs sociétés civiles
- **Une stratégie sectorielle ne peut être soutenable qu'à l'intérieur d'une stratégie globale de développement** : le "lobbying" sectoriel et les fonds verticaux trouvent leurs limites
- La **question du bon équilibre** se pose avec acuité dans le contexte du **Fast track** qui dispose d'un **fonds vertical** pour financer des gaps sectoriels **mais plaide pour l'utilisation de l'outil budgétaire qui se prête mal à l'additionnalité**
- Les aides budgétaires favorisent une **meilleure maîtrise des politiques publiques par les gouvernements** mais cette **approche est exigeante en termes de gouvernance et de capacités**. Tous les pays n'en sont pas au même stade de leur processus de réforme de l'Etat et d'amélioration de la gestion publique.
- Les **expériences** de l'AFD en matière d'aide budgétaire sectorielle sont **contrastées**. **Additionnalité ou niveau satisfaisant d'allocation budgétaire ne sont pas toujours vérifiés** => certains ministres de l'éducation manifestent peu d'enthousiasme pour cette modalité

Des outils d'aide à diversifier pour renforcer les capacités et accompagner les réformes

- **L'aide budgétaire est un vecteur d'efficacité** quand :
 - les politiques publiques sont robustes et bien articulées,
 - le leadership politique est fort avec un consensus citoyen
 - Il y a de bonnes capacités de mise en oeuvre et de régulation
- => L'aide extérieure doit apporter un **soutien catalytique au renforcement de ces différentes capacités**
- La **qualité, le post primaire, les processus de réforme**, le pilotage d'innovations, **l'évaluation** des politiques mises en oeuvre sont les **parents pauvres des programmes sectoriels** => **l'aide extérieure doit consacrer davantage de ressources flexibles à ces investissements immatériels** en complément des aides budgétaires
- **L'aide française s'investit depuis 2000 dans le soutien à des pôles régionaux d'expertise** (du Nord et du Sud) au sein d'organisations multilatérales comme l'UNESCO (pôle de Dakar) ou la CONFEMEN

2 - Etude sur le post primaire

- **Contexte** : Biennale de l'ADEA (2008)
- **Auteurs** : A. Mingat (Université de Bourgogne), B. Ledoux (AFD) et M. Rakotomalala (BM)
- **Périmètre et méthodologie** :
 - étude comparative portant sur 33 PMA d'ASS + étalonnage avec PRI et PMA d'autres régions du monde
 - outil de simulation pour évaluer les effets logistiques et financiers en 2020 d'une batterie d'options en matière de régulation des flux, d'organisation des services, de part du financement privé, d'effort budgétaire
 - estimations conduites pour chaque pays et agrégées ensuite pour estimer le besoin financier global (dépenses récurrentes + dépenses d'investissement)
 - Outil de simulation testé lors de deux ateliers (Niger/Guinée/Congo et Tanzanie/Ghana/Sierra Leone)

Principaux résultats (1)

- Une **pression considérable sur les effectifs** aux niveaux primaire et secondaire mais d'intensité très inégale selon les pays et selon les options de développement du post primaire (facteur x varie de 1,8 à 14)
- **Des coûts unitaires** proches de la moyenne mondiale dans le primaire, mais **sensiblement plus élevés dans le secondaire et le supérieur** (CU secondaire PMA ASS = CU secondaire autres PMA x 3.3)
- **Des conditions d'étude et des coûts très variables selon les pays => marges de manœuvre pour des arbitrages** qualité/quantité/coût. Proposition de 2 cadres indicatifs (favorable et spartiate) plus favorables à la qualité que la moyenne actuellement observée
- **L'universalisation d'une éducation de base de 9/10 ans (primaire + 1^{er} cycle secondaire) peut être réalisée dès 2020 dans plusieurs pays** mais devra s'inscrire dans un horizon temporel plus large dans les pays les plus en retard (et n'ayant pas entamé leur transition démographique)

Principaux résultats (2)

- Avec 20 % du budget alloué l'éducation, les dépenses dépassent de beaucoup les ressources domestiques dans tous les scénarios envisagés
- Si on plafonne à 35% du budget la dépendance vis-à-vis de l'aide extérieure les options possibles sont :
 - de **porter à au moins 23% le budget de l'éducation**
 - de **réformer l'organisation des services pour réduire les coûts unitaires** (cadre indicatif plus ou moins spartiate) et promouvoir la qualité
 - de **réguler et diversifier les flux au - delà du premier cycle secondaire** (apprentissage / formations courtes d'adaptation à l'emploi)
- La formule avec 9 années d'éducation de base est envisageable mais ses coûts sont proches de ceux d'un cycle primaire + premier cycle secondaire selon le cadre indicatif spartiate

Principaux résultats (3)

- **Le laisser faire n'est pas une option**; l'absence d'orientation des flux conduirait à
 - des **impasses de financement**,
 - un **engorgement** (déjà observable dans plusieurs pays) des institutions publiques de formation
 - un **chômage élevé des diplômés**
- La part faible et relativement stable (10%) du secteur moderne (public et privé) au sein du marché de l'emploi incite à **privilégier la qualité plutôt que la quantité dans le haut de la pyramide éducative** (2^{ème} cycle secondaire général et technique, supérieur) ainsi qu'une **part accrue de financement privé à ces niveaux**.
- La part importante du secteur informel invite aussi à y accroître la productivité par des dispositifs de formation adaptés (et sans doute aussi par des politiques favorisant l'accès des micro-entreprises au crédit et à l'innovation technique)

Conclusions

- La qualification des ressources humaines indispensable à l'insertion de l'ASS dans l'économie globale est bien engagée avec la scolarisation primaire universelle et son extension progressive au premier cycle du secondaire
- Le développement et la diversification du post primaire sont urgents. Ils appellent un effort budgétaire accru mais aussi des réformes qui ne produiront qu'à moyen terme leurs effets sur les coûts et la soutenabilité.
- L'économie politique des réformes doit être prise en compte mais le laisser-faire est l'option la plus risquée
- Une aide extérieure accrue est indispensable au plan financier mais aussi technique pour l'accompagnement des réformes

Diapos annexes

Une forte progression potentielle des effectifs mais d'intensité inégale selon les pays

Pays (année de base)	Primaire (P)		1er cycle Secondaire (S1) effectifs 2020/année de base		
	Taux d'achèvement année de base	Coeff mult. 2020 / année de base	Taux de Transition P-S1 année de base	Coeff mult. si maintien du taux transition	Coeff mult. si taux transition 100%
Ghana (2001)	66	1,7	99	1,8	1,8
Niger (2002)	22	8,3	66	9,3	14,1
Moyenne 33 pays	52,2	2,4	63,1	2,5	4,2

Des coûts unitaires du secondaire et du supérieur très élevés en Afrique sub-saharienne malgré des conditions d'étude souvent défavorables

	<i>Coût unitaire en multiples du PIB / h</i>						
	<i>Primaire</i>	Secondaire			Tertiaire		
		1er cycle Secondaire	2ème cycle Secondaire	Moyenne Secondaire	Ratio secondaire/ primaire	Tertiaire	Ratio tertiaire / primaire
Pays à faible revenu 1							
❖ Afrique sub-saharienne	0.11	0.33	0.60	0.40	3.7	3.7	34
❖ Autres régions	0.11	-	-	0.12	1.1	0.53	5
Pays à revenu intermédiaire 2							
❖ Afrique sub-saharienne	0.15	-	-	0.27	1.8	2.0	13
❖ Autres régions	0.14	-	-	0.15	1.1	0.34	2

1 Pays éligibles à des prêts IDA

2 Pays éligibles à des prêts BIRD

Source: Données pour les PFR d'ASS issues de la base de données de l'étude; Données pour les autres pays proviennent de l'ISU et de EdStats.

Un cadre d'étalonnage plus ou moins « économe » pour maîtriser les coûts en sauvegardant la qualité

	<i>1er cycle secondaire</i>		<i>2ème cycle secondaire</i>	
	Favorable	Spartiate	Favorable	Spartiate
Organisation des services				
❖ Ratio élèves/classe	40	50	40	45
❖ Heures d'enseignement par semaine (élèves)	28	25	30	27
❖ Heures d'enseignement par semaine (enseign.)	18	21	16	18
❖ Ratio élèves/enseignants	25.7	42.0	21.3	30.0
Salaire enseign. moyen (multiples PIB/h)	5.0	4.6	6.5	5.6
Dépenses autres que salaires enseign. (%)	45	38	50	42
% redoublants	10	10	10	10
Coût unitaire (multiples PIB/h)	0.354	0.177	0.609	0.322

Source: Mingat, Ledoux, Rakotomalala, 2008